



METRO INC. ENREGISTRE UN BÉNÉFICE NET DE 69,7 MILLIONS \$ AU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

- Chiffre d'affaires de 2 506,8 millions \$
- Bénéfice net de 69,7 millions \$, en hausse de 2,7 %
- Bénéfice net dilué par action de 0,61 \$, en hausse de 5,2 %
- Dividende par action déclaré de 0,125 \$, en hausse de 8,7 %

(Montréal, le 29 janvier 2008) – METRO INC. a réalisé, au premier trimestre de 2008, un bénéfice net de 69,7 millions \$ comparativement à 67,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 2,7 %, et un bénéfice net dilué par action de 0,61 \$ comparativement à 0,58 \$ l'an dernier, soit une augmentation de 5,2 %.

Au cours du premier trimestre, nous avons bénéficié d'une réduction de notre charge d'impôts de 11,4 millions \$ suite à la diminution de nos actifs et passifs d'impôts futurs résultant de baisses à venir du taux d'impôt fédéral de 3,5 %. Au premier trimestre de 2007, nous avons eu des charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,6 millions \$ avant impôts. En excluant ces éléments non récurrents, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2008 aurait été de 58,3 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ aurait été de 0,51 \$, comparativement à 71,6 millions \$ et 0,62 \$ par action pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires a diminué de 0,3 % au premier trimestre pour atteindre 2 506,8 millions \$ comparativement à 2 515 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2008 aurait augmenté de 0,3 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables est demeuré stable.

« L'environnement concurrentiel plus intense ainsi que la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires ont affecté à la baisse nos résultats. Nous prévoyons terminer la période de rodage de nos systèmes informatiques en Ontario et de notre entrepôt des Services alimentaires au cours des prochains mois et sommes confiants d'améliorer nos résultats, » a déclaré M. Pierre H. Lessard, président et chef de la direction.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a diminué de 0,3 % au premier trimestre pour atteindre 2 506,8 millions \$ comparativement à 2 515 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2008 aurait augmenté de 0,3 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables est demeuré stable.

BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement pour le premier trimestre a été de 136,5 millions \$ comparativement à 154,6 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 11,7 %. Le BAIIA du premier trimestre représente un taux de 5,4 % du chiffre d'affaires comparativement à 6,1 % l'an dernier. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,6 millions \$ enregistrées en 2007, le pourcentage du BAIIA sur le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2007 aurait été de 6,4 %.

L'environnement concurrentiel plus intense ainsi que la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires ont affecté nos marges brutes et nos dépenses.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 5,7 millions \$ comparativement à 8,6 millions \$ en 2007. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA du premier trimestre de 2008 aurait été de 130,8 millions \$ et de 5,2 % du chiffre d'affaires, comparativement à 151,6 millions \$ et 6 % du chiffre d'affaires pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008			12 semaines Exercices financiers 2007		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	136,5	2 506,8	5,4	154,6	2 515,0	6,1
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—		5,6	—	
BAIIA ajusté	136,5	2 506,8	5,4	160,2	2 515,0	6,4
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(5,7)	—		(8,6)	—	
BAIIA ajusté excluant la quote-part	130,8	2 506,8	5,2	151,6	2 515,0	6,0

AMORTISSEMENT ET INTÉRÊTS

La dépense d'amortissement pour le premier trimestre a été de 40,1 millions \$ comparativement à 37 millions \$ l'an passé. Les intérêts ont été de 14 millions \$ au premier trimestre comparativement à 14,3 millions \$ l'an passé. Le taux de financement moyen a été de 5,5 % au premier trimestre comparativement à 5,4 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts a été de 14,1 millions \$ au premier trimestre de 2008, avec un taux d'imposition effectif de 17,1 %, comparativement à 32,3 millions \$ l'an passé et un taux d'imposition effectif de 31,3 %. Au cours du premier trimestre de 2008, le gouvernement du Canada a complété des étapes du processus d'approbation de son énoncé économique du 30 octobre 2007. Il a approuvé des réductions du taux général d'imposition du revenu des sociétés allant de 1 % au 1^{er} janvier 2008 à 3,5 % au 1^{er} janvier 2012. Ces diminutions de taux ont entraîné une diminution nette de nos actifs et passifs d'impôts futurs ainsi qu'une diminution équivalente de notre charge d'impôts de 11,4 millions \$. En excluant cette diminution de charge d'impôts, le taux effectif aurait été de 30,9 % au premier trimestre de 2008.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le premier trimestre a été de 69,7 millions \$ comparativement à 67,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 2,7 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,61 \$ par rapport à 0,58 \$ l'an passé, en hausse de 5,2 %. En excluant la réduction de charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada avant impôts de 5,6 millions \$ en 2007, le bénéfice net ainsi ajusté⁽¹⁾ pour le premier trimestre de 2008 aurait été de 58,3 millions \$, soit une diminution de 18,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'an passé. Le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires aurait été de 2,3 % comparativement à 2,8 % l'an passé. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ aurait été de 0,51 \$, soit 17,7 % de moins que l'an passé.

Ajustements au bénéfice net

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	12 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	69,7	0,61	67,9	0,58	2,7	5,2
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	3,7	0,04		
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	(0,10)	—	—		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	58,3	0,51	71,6	0,62	(18,6)	(17,7)

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008 (52 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)	Variation (%)
Chiffre d'affaires				
1 ^{er} trim.	2 506,8	2 515,0	–	(0,3)
4 ^e trim.	–	2 432,4	2 673,5	(9,0)
3 ^e trim.	–	3 341,0	3 336,7	0,1
2 ^e trim.	–	2 356,2	2 412,1	(2,3)
Bénéfice net				
1 ^{er} trim.	69,7	67,9	–	2,7
4 ^e trim.	–	57,6	78,9	(27,0)
3 ^e trim.	–	89,3	85,1	4,9
2 ^e trim.	–	61,8	57,0	8,4
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾				
1 ^{er} trim.	58,3	71,6	–	(18,6)
4 ^e trim.	–	66,8	71,0	(5,9)
3 ^e trim.	–	91,1	78,3	16,3
2 ^e trim.	–	65,5	58,7	11,6
Bénéfice net dilué par action (en dollars)				
1 ^{er} trim.	0,61	0,58	–	5,2
4 ^e trim.	–	0,49	0,68	(27,9)
3 ^e trim.	–	0,77	0,73	5,5
2 ^e trim.	–	0,53	0,49	8,2
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ (en dollars)				
1 ^{er} trim.	0,51	0,62	–	(17,7)
4 ^e trim.	–	0,57	0,61	(6,6)
3 ^e trim.	–	0,78	0,68	14,7
2 ^e trim.	–	0,56	0,50	12,0

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2008 par rapport à celui de 2007 a diminué de 0,3 % dû à une forte compétition. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2008 aurait augmenté de 0,3 %.

Les chiffres d'affaires des deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007 par rapport aux trimestres correspondants de 2006 ont été affectés par la baisse des ventes de produits de tabac, la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation, le décalage de la semaine de Noël du deuxième trimestre en 2006 au premier trimestre en 2007 et l'effet de la 53^e semaine en 2006. En excluant ces éléments, les chiffres d'affaires des deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007 auraient été en augmentation de 3 %, de 3,2 % et de 0,7 % respectivement par rapport à ceux de 2006.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2008 par rapport à ceux de 2007 sont en hausse de 2,7 % et de 5,2 % respectivement. En excluant la diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation avant impôts de 5,6 millions \$ en 2007 liées à l'acquisition de A&P Canada, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2008 auraient diminué de 18,6 % et de 17,7 % respectivement. Cette baisse de rentabilité provient d'un environnement concurrentiel plus intense ainsi que de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Les bénéfices nets et les bénéfices nets dilués par action des deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2007 et de 2006 ont été affectés, entre autres, par les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada, un gain sur disposition de placement et des variations de charges d'impôts liées à des annonces des gouvernements de fluctuations des taux d'impôts des grandes corporations.

En excluant ces éléments non récurrents, les augmentations du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et du bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ des deuxième et troisième trimestres de 2007 par rapport à ceux de 2006 s'expliquent principalement par une mise en marché plus efficace et des synergies supplémentaires.

En excluant l'apport de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007 sont à la hausse par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent de 3,4 % et de 3,6 % respectivement.

	2008	2007				2006		
<i>(en millions de dollars)</i>	T1	T1	T2	T3	T4	T2	T3	T4
Bénéfice net	69,7	67,9	61,8	89,3	57,6	57,0	85,1	78,9
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	3,7	3,7	3,6	9,2	1,7	2,6	2,1
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(8,6)
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	—	—	(1,8)	—	—	(9,4)	(1,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	58,3	71,6	65,5	91,1	66,8	58,7	78,3	71,0
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	(6,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	58,3	71,6	65,5	91,1	66,8	58,7	78,3	64,6

	2008	2007				2006		
<i>(en dollars et par action)</i>	T1	T1	T2	T3	T4	T2	T3	T4
Bénéfice net dilué	0,61	0,58	0,53	0,77	0,49	0,49	0,73	0,68
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	0,04	0,03	0,03	0,08	0,01	0,03	0,02
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(0,07)
Diminution de la charge d'impôts	(0,10)	—	—	(0,02)	—	—	(0,08)	(0,02)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,51	0,62	0,56	0,78	0,57	0,50	0,68	0,61
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	(0,06)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	0,51	0,62	0,56	0,78	0,57	0,50	0,68	0,55

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Situation de trésorerie

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 13 millions \$ au premier trimestre de 2008 comparativement à 49,4 millions \$ au trimestre correspondant de 2007. Cette variation s'explique principalement par la diminution du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du premier trimestre de 2008 par rapport à 2007 et par une utilisation plus élevée des éléments hors caisse du fonds de roulement. Une partie de celle-ci est due au fait qu'à la fin du premier trimestre de 2008, nos magasins devaient avoir les stocks nécessaires pour faire face à deux jours de ventes avant Noël comparativement à un jour seulement en 2007.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 55 millions \$ au premier trimestre de 2008 comparativement à 68,3 millions \$ en 2007. La diminution d'utilisation de fonds s'explique principalement par des investissements moins élevés en immobilisations corporelles en 2008 avec des investissements de 44 millions \$ en comparaison de 60,2 millions \$ en 2007. Nous avons investi avec les détaillants 50,7 millions \$ au cours du trimestre, pour une augmentation nette de 108 000 pieds carrés ou 0,6 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de trois nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 10 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 30,9 millions \$ au premier trimestre de 2008 en comparaison de 22,7 millions \$ en 2007. La principale raison de cet écart est le rachat, pour une somme de 40,9 millions \$, de 1,5 million d'actions subalternes catégorie A auprès de The Great Atlantic & Pacific Tea Company (A&P US). Aucun rachat d'actions n'avait été effectué au cours du premier trimestre 2007.

Situation financière

Notre situation financière à la fin du premier trimestre de 2008 était très saine. Nous avons une marge de crédit autorisée non utilisée de 375,2 millions \$ et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 34,8 %.

Nos principales dettes à long terme au premier trimestre se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions \$)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	394,5	15 août 2012
Billets à moyen terme Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets à moyen terme Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

Nous avons également à la fin du trimestre des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 150 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixe	Montant nominal (en millions \$)	Échéance
3,9480 %	50,0	23 novembre 2008
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 750 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,3980 % à 5,97 % et 244,5 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

RATIOS FINANCIERS

	Au 22 décembre 2007	Au 29 septembre 2007
Structure financière		
Dette à long terme <i>(en millions \$)</i>	1 038,9	1 038,9
Avoir des actionnaires <i>(en millions \$)</i>	1 949,0	1 932,3
Dette à long terme/capital total (%)	34,8	35,0
	Exercice 2008 <i>(12 semaines)</i>	Exercice 2007 <i>(12 semaines)</i>
Résultats		
BAIIA ⁽¹⁾ /Intérêts <i>(fois)</i>	9,8	10,8

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 22 décembre 2007	Au 29 septembre 2007
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation <i>(en milliers)</i>	112 297	113 683
Nombre d'actions catégorie B en circulation <i>(en milliers)</i>	772	804
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	3 677	3 738
Prix d'exercice	11,80 \$ à 39,17 \$	11,80 \$ à 39,17 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	22,61 \$	22,40 \$
Nombre d'unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	146	124
Échéance moyenne pondérée	20 mois	22 mois

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 5 septembre 2007 et le 4 septembre 2008, jusqu'à concurrence de 4 millions de ses actions subalternes catégorie A. La Société a racheté 1 743 500 actions à un prix moyen de 28,33 \$ pour une considération totale de 49,4 millions \$, dont 1 500 000 actions achetées de A&P US à un prix de 27,25 \$ pour un total de 40,9 millions \$, au cours du premier trimestre de 2008, suite à l'exercice de l'option d'achat d'actions qui avait été octroyée à la Société par A&P US. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société.

DIVIDENDES

Le 28 janvier 2008, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 10 mars 2008, soit une hausse de 8,7 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente plus de 20 % du bénéfice net de 2007.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 25,30 \$ à 35,85 \$ au cours du premier trimestre de 2008. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 30 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 18 janvier 2008 était de 25,95 \$ comparativement à 35,00 \$ à la fin de l'exercice 2007.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Nous adopterons ce nouveau chapitre au cours du premier trimestre de notre exercice financier 2009.

Déclarations prospectives

Toute déclaration contenue dans le présent rapport trimestriel qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « estimer », « envisager » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de METRO INC. et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de METRO INC. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Une description des risques identifiés par METRO INC. apparaît à la rubrique Gestion des risques du rapport annuel de 2007. METRO INC. n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans les présentes, sauf si cela est requis par la loi.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Mesures non conformes aux PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant la charge d'intérêts, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA ajusté, bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

Conférence téléphonique

Les analystes financiers et les investisseurs sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du premier trimestre de l'exercice 2008 qui aura lieu le **29 janvier 2008 à 16 heures** (heure de l'est). Le numéro de téléphone à composer est le (416) 644-3417 ou (514) 807-8791. Les représentants des médias et les autres personnes intéressées sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet www.metro.ca.

SOURCE : METRO INC.

RENSEIGNEMENTS : Richard Dufresne
Vice-président principal
et chef de la direction financière
Tél. : (514) 643-1003

**SERVICE DES RELATIONS
AVEC LES INVESTISSEURS :** Tél. : (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

États consolidés des résultats

Périodes de 12 semaines terminées le 22 décembre 2007 et le 23 décembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	Exercices financiers	
	2008	2007
Chiffre d'affaires	2 506,8 \$	2 515,0 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	2 376,0	2 363,4
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(5,7)	(8,6)
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	5,6
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement	136,5	154,6
Amortissement	40,1	37,0
Bénéfice d'exploitation	96,4	117,6
Intérêts, nets		
À court terme	(0,3)	(0,7)
À long terme	14,3	15,0
	14,0	14,3
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	82,4	103,3
Impôts sur les bénéfices (note 5)	14,1	32,3
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	68,3	71,0
Part des actionnaires sans contrôle	(1,4)	3,1
Bénéfice net	69,7 \$	67,9 \$
Bénéfice par action (note 6)		
De base	0,61 \$	0,59 \$
Dilué	0,61 \$	0,58 \$

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 22 décembre 2007	Au 29 septembre 2007
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27,6 \$	100,5 \$
Débiteurs	345,3	327,8
Stocks	662,5	588,2
Charges payées d'avance	15,5	12,1
Impôts futurs	19,1	26,1
	1 070,0	1 054,7
Placements et autres actifs	155,6	151,0
Immobilisations corporelles	1 215,4	1 202,8
Actifs incorporels	343,4	342,1
Écarts d'acquisition	1 490,1	1 490,1
Actifs au titre des prestations constituées	33,2	33,2
	4 307,7 \$	4 273,9 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	24,8 \$	0,1 \$
Créditeurs	1 076,8	1 043,6
Impôts sur les bénéfices à payer	3,6	20,3
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	4,4	5,1
	1 109,6	1 069,1
Dette à long terme	1 038,9	1 038,9
Passifs au titre des prestations constituées	53,4	54,9
Impôts futurs	120,1	139,0
Autres éléments de passif à long terme	32,1	33,7
Part des actionnaires sans contrôle	4,6	6,0
	2 358,7	2 341,6
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 7)	706,4	714,8
Surplus d'apport	2,6	2,0
Bénéfices non répartis	1 239,3	1 214,3
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 8)	0,7	1,2
	1 949,0	1 932,3
	4 307,7 \$	4 273,9 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes de 12 semaines terminées le 22 décembre 2007 et le 23 décembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars)

Exercices financiers

	2008	2007
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	69,7 \$	67,9 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	1,8
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(5,7)	(8,6)
Amortissement	40,1	37,0
Amortissement des frais de financement reportés	0,5	0,5
(Gain) Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(0,3)	0,1
Impôts futurs	(11,6)	3,6
Charge relative à la rémunération à base d'actions	0,6	0,6
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	(1,5)	0,2
Part des actionnaires sans contrôle	(1,4)	3,1
	90,4	106,2
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(77,4)	(56,8)
	13,0	49,4
Activités d'investissement		
Variation nette de placements et autres actifs	(1,7)	(1,8)
Dividendes d'une société satellite publique	0,7	0,6
Acquisition d'immobilisations corporelles	(44,0)	(60,2)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	0,3	2,5
Acquisition d'actifs incorporels	(10,3)	(9,4)
	(55,0)	(68,3)
Activités de financement		
Variation nette des emprunts bancaires	24,7	0,3
Émission d'actions (note 7)	1,0	1,4
Rachat d'actions (note 7)	(40,9)	—
Augmentation de la dette à long terme	0,8	0,8
Remboursement de la dette à long terme	(1,7)	(2,6)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(1,6)	(10,5)
Dividendes versés	(13,2)	(12,1)
	(30,9)	(22,7)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(72,9)	(41,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	100,5	165,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	27,6 \$	124,1 \$
Information supplémentaire		
Intérêt payé	21,9 \$	23,9 \$
Impôts sur les bénéfices payés	42,1 \$	54,0 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de 12 semaines terminées le 22 décembre 2007 et le 23 décembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de la période	1 214,3 \$	1 013,2 \$
Bénéfice net	69,7	67,9
Dividendes	(13,2)	(12,1)
Primes sur rachat d'actions	(31,5)	—
Solde à la fin de la période	1 239,3 \$	1 069,0 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat étendu

Périodes de 12 semaines terminées le 22 décembre 2007 et le 23 décembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars) (notes 2 et 8)

	Exercices financiers	
	2008	2007
Bénéfice net	69,7 \$	67,9 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,8)	(0,1)
Impôt correspondant	0,3	—
Résultat étendu	69,2 \$	67,8 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes de 12 semaines terminées le 22 décembre 2007 et le 23 décembre 2006
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)

1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes incluses dans le rapport annuel 2007 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, la Société a adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

ADOPTÉES EN 2007

Résultat étendu, instruments financiers et couvertures

Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a adopté les recommandations des nouvelles normes comptables suivantes, publiées par l'ICCA :

Le chapitre 1530 « Résultat étendu » introduit un nouvel état financier correspondant à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers, soit les actifs et les passifs financiers ainsi que les dérivés.

2. Nouvelles conventions comptables (suite)

Cette nouvelle norme définit la comptabilisation des instruments financiers selon leur classification. Les variations entre les évaluations subséquentes sont enregistrées au résultat net ou au résultat étendu selon la classification des instruments financiers.

La Société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.
- Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.
- Les placements dans des sociétés sont classés dans les « Actifs financiers disponibles à la vente ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs, les facilités de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Le chapitre 3865 « Couvertures », dont l'application est facultative, précise la manière d'appliquer la comptabilité de couverture. La Société a choisi d'appliquer, conformément à sa stratégie de gestion de risques, la comptabilité de couverture pour ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. La Société a comptabilisé un redressement de 0,4 \$ au solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux contrats d'échange de taux d'intérêt désignés comme couverture de flux de trésorerie. Aucun redressement n'a été comptabilisé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société adoptera ce nouveau chapitre au cours du premier trimestre de son exercice financier 2009.

3. Charges d'intégration et de rationalisation

Au cours de l'exercice 2007, la Société a complété la réalisation de son plan d'intégration et de rationalisation de ses activités suite à l'acquisition de A&P Canada. Ce plan était construit sur trois principaux axes, soit le réseau de magasins, l'intégration des opérations ainsi que l'implantation des systèmes informatiques chez A&P Canada.

Au cours de la période terminée le 23 décembre 2006, ce plan d'intégration et de rationalisation avait entraîné des coûts de 5,6 \$ qui se résument comme suit :

Selon la nature des projets

	Exercice financier 2007
Magasins	2,2 \$
Intégration d'opérations	1,2
Implantation de systèmes informatiques	2,2
	5,6 \$

Selon la nature des charges

	Exercice financier 2007
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	1,2 \$
Formation et implantation informatique	2,2
Loyers vacants	2,2
	5,6 \$

4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui offrent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	Exercices financiers			
	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	6,1 \$	0,1 \$	6,2 \$	0,1 \$
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services rendus au cours de la période	5,3 \$	0,4 \$	5,7 \$	0,3 \$
Intérêts débiteurs	7,1	0,4	6,3	0,3
Rendement prévu des actifs des régimes	(9,8)	—	(8,8)	—
Amortissement des pertes actuarielles et du coût des services passés	0,3	—	0,3	—
	2,9	0,8	3,5	0,6
	9,0 \$	0,9 \$	9,7 \$	0,7 \$

5. Impôts sur les bénéfices

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2008 %	2007 %
Taux combiné prévu par la loi	31,6	32,3
Variations		
Effet de la baisse de 3,5 % du taux fédéral, étalée jusqu'en 2012, sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008)	(13,8)	—
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,1)	(1,2)
Autres	0,4	0,2
	17,1	31,3

6. Bénéfice par action

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	Exercices financiers	
	2008	2007
<i>(en millions)</i>		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation De base	114,0	114,8
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	1,1	1,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation Dilué	115,1	116,4

7. Capital-actions

En circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$
Émission d'actions	82	1,0	—	—	1,0
Rachat d'actions en espèces, excluant une prime de 31,5 \$	(1 500)	(9,4)	—	—	(9,4)
Conversion d'actions	32	0,1	(32)	(0,1)	—
Solde au 22 décembre 2007	112 297	704,9 \$	772	1,5 \$	706,4 \$

La Société s'est prévaluée, le 29 novembre 2007, de l'option d'achat d'actions qui lui avait été octroyée par The Great Atlantic & Pacific Tea Company (A&P US) en achetant 1,5 million de ses actions subalternes catégorie A mises en vente par A&P US pour une considération totale de 40,9 \$. Les actions achetées ont été annulées et comptées dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société.

Régime d'options d'achat d'actions

Au 22 décembre 2007, 3 676 960 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 11,80 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2014, dont 2 558 540 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 20,54 \$.

	Exercices financiers	
	2008	2007
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période	53 800	4 500
Prix d'exercice moyen pondéré	28,09 \$	35,71 \$
Juste valeur moyenne pondérée	7,54 \$	11,07 \$

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 3,8 % (3,9 % en 2007), durée prévue de six ans (six ans en 2007), volatilité prévue de 25 % (30 % en 2007), taux de dividende prévu de 1,5 % (1,5 % en 2007).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,3 \$ pour le premier trimestre de 2008 (0,4 \$ en 2007).

Régime d'unités d'actions au rendement

Au 22 décembre 2007, 146 432 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Au cours du premier trimestre, 27 747 UAR ont été octroyées suite à l'atteinte par la Société de certains indicateurs de performance relativement à l'exercice précédent (29 270 en 2007) et 5 134 UAR ont été annulées (aucune en 2007).

À la fin du premier trimestre, 154 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (72 000 en 2007). Aucune de ces actions n'a été acquise au cours de ce trimestre.

Une charge de rémunération de 0,3 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre de l'exercice 2008 (0,2 \$ en 2007) relativement au régime d'UAR.

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de la période (net d'impôts de 0,6 \$ en 2008, 0,2 \$ en 2007)	1,2 \$	0,4 \$
Variation de la juste valeur survenue au cours de la période (nette d'impôts de 0,3 \$ en 2008, nil en 2007)	(0,5)	(0,1)
Solde à la fin de la période	0,7 \$	0,3 \$

9. Éventualité

La Société a reçu, en janvier 2007, une procédure concernant un recours intenté par des bénéficiaires d'un régime de retraite multiemployeurs. Ils réclament notamment des dommages de 1 milliard \$ pour des motifs de mauvaise gestion des actifs du régime, contre les fiduciaires et les employeurs. La Société est l'un des 443 employeurs visés par ce recours et n'a pas participé à la gestion de ce régime. La Société conteste vigoureusement le bien-fondé de ce recours et considère qu'elle n'aura aucune obligation financière liée à ce recours. La Société a reçu un avis du procureur des bénéficiaires ayant intenté le recours dans lequel il indique avoir reçu instructions de ses clients de se désister de la procédure contre les employeurs dont la Société. Des démarches sont en cours afin de finaliser ce désistement.

10. Gestion du capital

La Société maintient un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un faible pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (ratio dette à long terme/capital total);
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme;
- Accorder aux actionnaires une croissance soutenue de la valeur des actions en leur offrant un rendement de l'avoir des actionnaires supérieur à 15 %, en augmentant le bénéfice net dilué par action et en versant un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2008, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Un ratio dette à long terme/capital total de 34,8 % (35 % au 29 septembre 2007);
- Une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS au cours du premier trimestre de 2008 (même cote au cours de l'exercice 2007);
- Un rendement de l'avoir des actionnaires de 14,9 % au cours des 12 derniers mois (17,4 % pour les 12 mois précédents);
- Une diminution de 3,2 % du bénéfice net dilué par action pour les 12 derniers mois (augmentation de 37,8 % pour les 12 mois précédents);

10. Gestion du capital (suite)

- Sur une base annualisée, un dividende de 20,1 % du bénéfice net de l'exercice précédent (20,5 % en 2007).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent. La baisse de rendement de l'avoir des actionnaires et du bénéfice net dilué par action des 12 derniers mois par rapport à ceux des 12 mois précédents s'explique principalement par une baisse du chiffre d'affaires de 2,8 % causée par un environnement concurrentiel plus intense et par la période de rodage de nouveaux systèmes informatiques et d'un nouvel entrepôt.

11. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, plus précisément des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de son coût d'emprunt et réduire son risque de taux d'intérêt. Ainsi, elle échange ses paiements d'intérêt à des taux variables sur sa facilité de crédit A par des paiements d'intérêt à des taux fixes. La Société a choisi de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Les lignes directrices de la politique interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

À la fin de chaque trimestre, la Société fournit au comité de vérification un rapport détaillé de tous ses instruments financiers dérivés ainsi que leurs justes valeurs respectives. Au 22 décembre 2007, le rapport présentait les informations suivantes :

	Taux fixe	Montant nominal	Échéance	Juste valeur	
				2008	2007
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9480 %	50,0 \$	23 novembre 2008	0,2 \$	0,2 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9820 %	50,0 \$	16 décembre 2009	0,3 \$	0,2 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,0425 %	50,0 \$	16 décembre 2010	0,5 \$	0,1 \$

Une variation des taux d'intérêt aurait des impacts sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu de la Société. En se basant sur les variations des taux d'intérêt du dernier exercice, une variation de 0,5 % serait considérée raisonnablement possible. Les effets d'une telle variation auraient été les suivants :

	12 semaines Exercices financiers			
	2008		2007	
	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Effet sur le bénéfice net de la variation des taux d'intérêt sur les prêts et créances ainsi que sur les autres passifs à des taux variables	(0,2) \$	0,2 \$	(0,2) \$	0,2 \$
Effet sur les autres éléments du résultat étendu dû à la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,9 \$	(0,9) \$	1,4 \$	(1,4) \$

11. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Prêts et créances / cautionnements

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin de se prémunir contre ce risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aucun de ses clients ne représente plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2^e rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

Au 22 décembre 2007, l'exposition maximale au risque de crédit pour les prêts et créances, sans tenir compte des garanties détenues, correspondait à leur valeur comptable. À cette même date, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 7,8 \$ (28,3 \$ en 2007) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

Pour ses instruments financiers dérivés, soit les contrats d'échange de taux d'intérêt, la Société s'expose également à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières afin de réduire son risque de crédit.

Au 22 décembre 2007, l'exposition maximale au risque de crédit pour les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie correspondait à leur valeur comptable.